

«Il faudrait pour le bonheur des États que les philosophes fussent Rois et que les Rois fussent philosophes»

Platon in La République

SID-AHMED GHOZALI AU SOIR D'ALGÉRIE

Histoire des nationalisations, politique pétrolière et bonne gouvernance

9^e partie

«La loi de 2005 était une loi de dénationalisation qui ne dit pas son nom.»

Entretien réalisé par Chafik Mesbah

Mohamed Chafik Mesbah : Peut-on évoquer, rapidement, la loi sur les hydrocarbures initiée par M. Chakib Khelil, approuvée par l'APN, puis, comme vous le savez, abrogée sur initiative du président de la République ?

Sid-Ahmed Ghazali : La loi de 2005 était une loi de dénationalisation qui ne dit pas son nom. Elle abroge une loi fondamentale, celle d'avril 1971 sans la viser ni la nommer, ce qui est déjà une illégalité majeure en soi : l'abandon en cachette du contrôle national sur toute la chaîne des hydrocarbures, d'amont en aval, était noyé à dessein dans soixante pages de texte. Les députés ont eu quarante-huit heures pour étudier et voter la loi.

Qui peut se risquer à attester de l'algérianité de ce projet, que ce soit au stade de sa conception, de sa rédaction initiale ou du lieu où il a été conçu et rédigé pour la première fois ? Au moment des tergiversations du gouvernement en 2002, un haut fonctionnaire américain du Commerce en visite à Alger s'est autorisé une véritable admonestation publique de l'Algérie qui tardait trop à son gré à adopter la loi. Il n'y avait pas de précédent à cette interférence américaine dans la politique économique nationale.

C'était une loi dangereuse et nuisible, dans le fond et dans la forme, qui ne signifiait rien d'autre que le retour à la situation d'avant 1971, quand les sociétés étrangères dominaient l'exploitation du sous-sol algérien. A la limite, c'était plus grave que la privatisation de Sonatrach envisagée dans un premier temps. C'est une abdication du contrôle sur nos gisements susceptible de se traduire à terme par une perte définitive de réserves d'hydrocarbures importantes.

La loi 1991 était suffisamment attractive pour la plupart de nos partenaires étrangers, même si j'admettais volontiers qu'elle pouvait être améliorée pour en attirer encore davantage.

La loi de 2005 instaurait le régime le plus libéral au monde, au risque de provoquer l'éclatement de la solidarité entre les pays membres de l'Opep, et donc de l'organisation elle-même. Contrairement aux allégations trompeuses de son promoteur, la loi de 2005 allait causer des préjudices au plan des rentrées financières et des rentrées en devises.

L'Algérie allait être le seul pays de l'Opep à ne plus exiger une participation majoritaire de l'Etat sur les gisements à découvrir.

Les Etats de la péninsule arabe, alliés des Etats-Unis les plus proches, n'ont jamais songé à renoncer au contrôle de l'exploitation de leurs gisements.

La loi de 2005 allait placer sous le contrôle du complexe militaro-industriel des Etats-Unis, les hydrocarbures d'une Algérie considérée depuis la mise en évidence de l'ampleur des réserves de Berkine en 1993, comme un futur détenteur majeur de réserves pétrolières pour reprendre l'expression des observateurs de l'époque. Je partage ce pronostic, même si je considère qu'il n'existe à ce jour aucune indication qui autorise à aller aussi loin que certaines comparaisons faites à l'époque avec les réserves au Moyen-Orient. Au stade des connaissances actuelles du sous-sol, on en est encore très loin.

Compte tenu de cette dangerosité de la loi, j'ai entrepris d'alerter l'opinion publique depuis l'an 2000.

Le gouvernement suivant celui de Ali Benflis adressa, aussitôt formé le projet de loi à l'APN en 2005, un vendredi soir en urgence et sans s'embarrasser d'aucune précaution, avec injonction de vote dans les quarante-huit heures, à la hussarde. J'ai aussitôt entrepris de mettre en garde les présidents et chefs de groupe des deux chambres contre la responsabilité qu'ils allaient endosser. C'était un samedi, la veille du vote. Je leur signalai tous les facteurs de dangerosité que je viens d'énumérer et conclusai ma lettre : «Or l'amalgame entre les hydrocarbures et les impératifs de l'économie de marché occulte sciemment le fait que de tels impératifs se rapportent à la création de la richesse, alors qu'en matière pétrolière la richesse existe déjà... Elle appartient à la nation. Sa vocation est de

répondre d'abord aux intérêts permanents de la nation. (...) En d'autres termes, le projet en question nous ramène à la situation d'avant 1971, immédiatement pour ce qui concerne les futures réserves découvertes, à terme pour ce qui concerne la globalité de nos réserves. C'est une dénationalisation rampante. (...) On sait la suite. Les parlementaires s'exécutèrent quand même sur le champ et «votèrent» le texte. Quatre mois après, la loi n'était pas encore promulguée. Un an après le vote, la loi était dé faite par ordonnance. Faire voter une loi pour l'annuler un an après par ordonnance, voilà qui malmène notre crédibilité à l'extérieur. Sur le plan intérieur ce fut une outrance de plus envers les députés et les sénateurs, dans un premier temps on les charge de la sale besogne, dans un deuxième temps on «redresse» les torts, par ordonnance, pour mieux leur faire porter le chapeau d'une véritable forfaiture. Cela donne la mesure du mépris dans lequel l'exécutif tient un législatif soumis par consentement, le maltraite et se joue de lui à sa guise.

Cette loi de 2005 avait-elle un soubassement politique ?

Dans un dessin inavouable. Il y a là un projet mûri, qui nous est parvenu dans les bagages de quelqu'un, c'est connu, notamment des dirigeants syndicalistes qui sont encore en vie et en poste et qui ont été parmi les premiers à entendre les deux futurs ministres principaux des départements économiques (on en était encore au gouvernement intérimaire de Smail Hamdani), leur dire «quand nous serons au gouvernement il y a une chose à laquelle vous ne pourrez pas échapper, c'est la privatisation des secteurs des hydrocarbures et des banques». Ce projet a été dévoilé en 2000, vous vous en souvenez. Face aux remous soulevés il a été retiré. Il est relancé 20 mois plus tard et même communiqué par en dessous aux membres de la commission économique de l'APN, alors qu'il n'était pas approuvé par le gouvernement (dit Ali Benflis) : tollé de nouveau. D'où sa relégation «au congélateur, en attente de l'incinérateur», selon les termes du responsable syndicaliste.

Pourquoi masquer la disposition principale de la loi qui est la cession du contrôle des gisements ? Si on cache quelque chose, c'est que l'on sait que ce n'est pas bien. Et si la chose n'est pas bien pourquoi la faire ? Et dans l'urgence ! Quarante-huit heures ont été imparties aux députés pour voter une loi de soixante pages. Pourquoi, après l'urgence du vote, le retardement de la promulgation puis le revirement une année plus tard ? Est-on dans l'improvisation ou dans la manœuvre politicienne ? Quel est l'image de versatilité que le pouvoir donne de l'Etat algérien à l'intérieur comme à l'extérieur ?

Considérez-vous, d'ailleurs, que cette loi n'avait pas de fondement, disons, légitime ?

La légitimité d'une loi réside dans la transparence de ses motivations et la justesse de ses objectifs. Comme au lendemain de l'indépendance, il faut commencer par les réponses aux questions fondamentales. Quel est le type de développement que le pouvoir politique entend adopter pour faire face au défi du 21^e siècle ? Quel usage est attendu du pétrole pour le bénéfice de notre économie actuelle et pour le bénéfice des générations futures ? C'est en aval seulement des réponses à ces questions, qu'interviennent les développements techniques, y compris dans leur aspect quantitatif. Que peut donner le pétrole ? Au stade actuel, il peut donner tant, mais nous avons le droit et les raisons de penser qu'il peut donner plus. Que devons-nous faire pour que ce plus devienne une réalité ? L'objectif étant atteint, quelle partie allons-nous réserver pour le fonctionnement de l'économie ? Quelle part sera investie ? Quelles sources d'énergie laisserons-nous aux générations futures ? Le problème commence déjà à se poser. Il faut y penser dès maintenant.

Aucune de ces considérations n'est incluse ni même effleurée dans l'argumentaire officiel, qui se résume au contraire en une succession de prétextes, d'amalgames et de contrevérités. La



Chakib Khelil, ministre de l'Energie, véritable concepteur de la loi sur les hydrocarbures abrogée.

Photos : DR

mauvaise foi ajoute à la confusion des assertions officielles passées : tantôt ce fut «la loi nous a été imposée (de l'étranger)» ! Auparavant c'était l'annonce à l'opinion que «dans vingt ans nos réserves seront épuisées» ; tantôt ce fut l'étonnante promesse «d'assurer (à partir du sous-sol algérien) la sécurité de l'approvisionnement énergétique du marché américain pour 5 millions de barils/jour».

A propos, que dites-vous de ces annonces récurrentes qui président, à terme — 10 à 15 ans —, l'épuisement de nos réserves en hydrocarbures ?

Vous connaissez l'adage populaire, britannique je crois, qui dit «il y a les petits mensonges, il y a les gros mensonges et il y a les statistiques». Il y a aussi, dans le même sens, cette plaisante anecdote recueillie d'un ami ancien secrétaire général de la présidence qui exprimait des observations critiques sur un rapport chiffré dressé par le grand patron de l'économie de l'époque, début des années 1980. Ce dernier, vexé par lesdites observations, dit «Tu insinues que je mens au président ?» Et l'ami secrétaire général de rétorquer : «A Dieu ne plaise ! Je ne dis pas que tu mens, mais que ce sont tes chiffres qui mentent !»

Je crois qu'il faut faire très attention aux chiffres que l'on avance, surtout dans ce domaine aussi complexe que sensible. Aux chiffres tels qu'on les avance et aussi au sens qu'on veut leur donner. Sans cette précaution, on risque de se tromper et de tromper, sciemment ou non, ceux à qui on s'adresse, au lieu de les informer. On risque aussi de fausser complètement des décisions vitales pour l'avenir du pays et les futures générations.

Quand on parle en effet de réserves d'un gisement, il faut toujours distinguer entre les réserves en place, c'est-à-dire les quantités contenues dans la roche réservoir découverte et les réserves récupérables, qui représentent une part seulement des réserves en place. Les deux chiffres ne sont pas figés une bonne fois pour toutes. Les réserves en place vont évoluer de deux façons avec le temps : vers le bas à proportion des quantités extraites et qui viendront donc en soustraction aux réserves de départ ; vers le haut au fur et à mesure que les données sur les dimensions du gisement, ses caractéristiques physico-chimiques et géologiques seront précisées, ce qui ne peut se faire qu'au fur et à mesure que les forages et autres travaux d'extension avanceront avec les années. C'est ce qui fait dire aux gens du métier qu'un «gisement n'est bien connu qu'au moment où on l'a épuisé». C'est une image bien sûr, une métaphore si vous préférez, mais qui illustre bien le caractère très évolutif de la notion de quantités de réserves en place.

On comprendra aussi que les réserves récupérables vont elles aussi évoluer, non seulement parce qu'elles sont une portion des réserves en place lesquelles changent comme on vient de le voir, mais aussi parce que cette

portion, le taux de récupération, varie vers le haut au fur et à mesure que les technologies de récupération se développent et vers le haut ou le bas selon que la valeur commerciale du pétrole augmente ou diminue. Vous comprendrez facilement qu'à technologie égale, les investissements que l'on peut consentir dépendent du prix de vente du produit. Comme le taux de récupération et donc les réserves récupérables dépendent de l'utilisation des technologies, ils seront d'autant plus élevés que les investissements de récupération consentis seront élevés.

Dans les statistiques, nationales ou mondiales, l'usage s'est établi d'exprimer l'état des réserves en une année donnée, non point en barils, mais par un nombre exprimé en années parce qu'il est égal à la division des réserves exprimées en barils par les quantités produites dans l'année considérée. Mais attention ! Ce rapport qui s'exprime donc par un «nombre d'années de réserves» n'exprime pas pour autant le nombre d'années qui restent pour que les réserves considérées soient totalement épuisées !

Je m'explique. Regardez à titre d'exemple le plus ancien pays pétrolier du monde, mais aussi le plus avancé à la fois en outils statistiques et en technologies, les Etats-Unis. Je me souviens qu'en 1970 il y a 37 ans, les statistiques américaines estimaient les réserves gazières américaines à «10 ans». Cela ne voulait pas dire que les réserves gazières américaines en avaient pour 10 ans avant épuisement ! La preuve en est que dix ans après en 1980, les statistiques estimaient les réserves gazières à 10 ans. Cela veut dire tout simplement que durant la décennie 1970 les réserves récupérables gazières américaines ont augmenté grâce au développement des technologies, aux investissements d'exploration, de développement et de récupération assistée. Le bilan doit comprendre évidemment la balance entre les productions locales et les importations, principalement du gaz canadien.

Quand on vous dit donc qu'il reste à l'Algérie du pétrole pour vingt ans, sans autre précision, eh bien on se trompe et on vous trompe, c'est sûr ! Vous avez une illustration de ce que je veux dire, dans la nième polémique sur l'état de nos réserves : selon les comptes rendus médiatiques on aurait entendu «18», d'un côté et du côté officiel on aurait rétorqué «50». La fourchette est immense ! Où est donc la vérité me direz-vous ? La vérité n'est ni dans un côté ni dans l'autre. Ceci pour la photo du présent.

Quand on parle de l'avenir il faut considérer non seulement les réserves découvertes et prouvées, mais aussi les réserves probables, celles sur lesquelles on peut raisonnablement compter à partir d'une meilleure récupération future des gisements déjà découverts, plus les nouvelles découvertes les plus probables. Selon le but de l'exercice on ajoute aussi, par ordre de probabilité décroissante, les réserves perspectives et enfin les réserves prospectives.

●●●

C'est pour toutes ces raisons que lorsque l'on se contente pour l'Algérie de lancer un chiffre, 18 ou 20 ans, sans autre commentaire, on fait croire aux gens qu'en 2025-2027 nous n'aurons plus de pétrole ni de gaz. Il est tout à fait normal et même vital de s'interroger sur cette question, encore faut-il dire ce que nous sommes en train de faire dans le domaine pétrolier, ce que nous avons l'intention de faire et ce que nous ferons effectivement.

Si c'est pour dessiner le paysage énergétique futur du pays, il est nécessaire de bien situer les chiffres qu'on avance en liaison avec des données fiables sur la situation actuelle, avec les politiques clairement énoncées en matière d'exploitation, d'exploration, d'exportation, de modèle de consommation, de mise en œuvre d'énergies renouvelables, avec les politiques d'aménagement et de développement. L'opacité officielle dans ce domaine peut être, soit le signe d'une absence totale de vision et donc de politique, soit l'expression d'une volonté délibérée de cacher des choses, soit la marque d'une ignorance des choses. Dans tous les cas de figure, le grand perdant c'est l'intérêt général.

Vous estimez que la coopération avec les Etats-Unis n'implique pas l'obligation de se mettre au service d'intérêts catégoriels américains ?

Absolument pas ! Au profit de quels groupes d'intérêts ? Laissons la parole à un ancien président des Etats-Unis d'Amérique, le général Dwight D. Eisenhower, dans un message délivré au peuple américain, à l'occasion de la fin de son deuxième mandat au mois de janvier 1961 : «Quand on est au gouvernement, on doit se garder d'accorder une influence trop importante, délibérément ou non, au complexe militaire-industriel (américain). Le risque d'un accroissement dangereux de son pouvoir existe et existera demain. Nous ne devons jamais laisser cette menace mettre en danger nos libertés et notre démocratie.» Ce sont là les paroles d'un homme politique célèbre que l'on ne peut suspecter, ni d'anti-américanisme ni d'anti-militarisme primaires.

Vous voyez une légitimité dans le fait de concéder un cadeau à un groupe d'intérêts catégoriels quelconque ? Je crois beaucoup en l'intérêt qu'a notre pays à entretenir une coopération importante avec les Etats-Unis d'Amérique, une nation exemplaire, de mon point de vue, à bien des égards et dont nous serions bien avisés de nous inspirer dans certains de ses accomplissements. J'ai eu le privilège de travailler intensivement avec des Américains pendant près de dix-sept années suivies. Mais je ne me souviens guère avoir observé ni entendu de mes interlocuteurs une quête de cadeaux au profit de groupes sectoriels américains, qu'il s'agisse de George Schulz, John Connally, Ronald Reagan, Clifford, Mike Forrestal, Henry Kissinger, Pierre Sallinger, Frank Schulz et beaucoup d'autres personnalités qui ont été alternativement hommes d'affaires, sénateurs, journalistes, gouverneurs ou ministres, avec lesquels nous avons développé des relations de travail qui ne pouvaient être que d'excellence dès lors qu'elles étaient d'un profit mutuel transparent, respectueuses des intérêts fondamentaux des parties que nous représentions respectivement.

La première société de forage que l'on a créée en 1966, c'était avec la South Eastern Drilling Co (Sedco) société américaine de forage qui a fait une bonne affaire avec nous comme nous avons fait une bonne affaire en créant avec elle notre premier outil de forage, Alfor, en formant des foreurs algériens éprouvés, au point que plus tard ils furent très demandés dans la péninsule arabique. Le propriétaire de la Sedco, Bill Clements a été trois ans plus tard secrétaire adjoint à la Défense. A partir du moment où on avait noué un partenariat avec lui quand il était dans le privé, il nous a connus et il est devenu un ami. Il a servi son pays, par la suite, pas sa société ou sa personne.

Nous avons constamment recouru aux services de conseillers juridiques et techniques de premier rang, au sein des deux mouvances républicaine et démocrate, qui ont défendu nos intérêts dans maints domaines, y compris la communication et le lobbying, dans la plus grande des transparences et moyennant des honoraires déclarés et que nous avons réglés sur table.

Justement, laissez-moi un peu m'étonner de votre réaction car les rapports de l'Algérie aux Etats-Unis semblent avoir été des plus florissants lorsque vous dirigiez Sonatrach...

Sur le bien-fondé de la coopération avec les Etats-Unis, ce serait un non-sens de la récuser. Laissez-moi évoquer un peu l'histoire. Houari Boumediene, dont l'idée qu'il était «vendu» aux Américains ne peut effleurer l'esprit de personne,

disait invariablement à ses interlocuteurs américains : «Il faut que vous compreniez que nous pouvons être vos amis et ne pas être d'accord avec vous sur certains aspects de vos interventions internationales ou votre diplomatie». Henry Kissinger, secrétaire d'Etat, a fait plus d'un crochet par Alger lors de ses tournées arabes, pendant la rupture entre 1967 et 1977 de nos relations diplomatiques. Il voulait connaître l'avis du président dont il déclarait publiquement apprécier les analyses. Significativement, c'est pendant cette même décennie de rupture diplomatique que nos échanges économiques se sont instaurés et développés au point de faire des Etats-Unis le troisième partenaire commercial de l'Algérie. Auparavant, j'avais inauguré ma prise de fonction à Sonatrach par une tournée de deux mois aux Etats-Unis, en novembre et décembre 1965, en vue de repérer les partenaires pétroliers potentiels pour l'Algérie. Pour avoir eu l'avantage de contribuer à travers les activités de Sonatrach notamment, au développement intense des échanges algéro-américains, je suis peu suspect d'anti-américanisme primaire, même si je considère que la politique extérieure de l'administration américaine a été plus d'une fois exécrable et peut constituer un danger pour la stabilité et la sécurité de la planète, comme ce fut le cas en Irak.

Nous étions mus à l'époque par une seule volonté, celle de faire profiter notre pays de tous les progrès à travers le monde, et ce, par une large diversification de nos partenaires économiques et commerciaux ; c'est pour cela que nous avons travaillé intensivement avec les Soviétiques, les Américains, les Japonais et les Allemands, les Anglais et les Nordiques, les Français, les Espagnols et les Italiens. Il n'a jamais été question de jouer l'un contre l'autre ou privilégier l'un par rapport à l'autre, mais de tirer le plein profit de la concurrence internationale, non de la rivalité entre puissances, pour ne plus dépendre d'un seul pays.

Aux confessions faites à des journalistes par le promoteur de la loi de 2005, «il vaut mieux le leur donner (le pétrole algérien) avant qu'ils ne viennent le prendre de force» je répondrai qu'il ne dépend que de nous de nous prémunir d'une semblable éventualité. Que notre ministre reprenne donc ses esprits ! Point n'est besoin, pour pouvoir se protéger, d'être en mesure de contrer l'hyperpuissance sur le plan militaire : il faut et il suffit que notre pays sache se montrer robuste sur le plan intérieur, avec une forte institutionnalisation, un peuple uni et solidaire de ses dirigeants, pour qu'il en soit ainsi, un peuple convaincu que l'Etat est à son service, avec une intelligente et audacieuse politique de restructuration de la gouvernance et d'aménagement du territoire. Dans la mentalité américaine, le respect est dû aux peuples qui résistent et aux pouvoirs qui les dirigent en légitimité, pas à ceux qui se couchent. Les Irakiens n'ont pas levé le petit doigt pour secourir le régime qui les opprimait. Ils n'en ont pas été pour autant heureux d'accueillir les soldats américains chez eux. Voilà les Etats-Unis que j'ai connus. Je trouve stupéfiant l'argumentaire avancé par ceux qui ont promu la fameuse loi de 2005. C'est à se demander à l'entendre : qui n'a rien compris à son pays ? Qui roule pour qui ?

A propos du contenu technique de la loi Chakib Khelil, quels sont vos commentaires ?

Le partage de production présente-t-il un inconvénient dans la mesure où les variations de prix modifient l'équilibre de rentabilité convenu au départ ? Si l'observation ne manque pas de sens, elle ne peut suggérer, loin s'en faut, une justification de la loi de 2005. Car on ne trouvera pas une seule compagnie qui ne sache pas qu'un contrat est toujours l'expression d'un équilibre financier jugé acceptable par chacune des parties, pour un ordre de prix donné, ni que si cet équilibre est rompu, il est légitime de corriger le contrat dans le sens du rééquilibrage des intérêts.

Si on a négocié un contrat alors que le prix était de trente dollars et que sur cette base on a laissé à la société partenaire un droit à 20% de la production, aucun partenaire étranger ne peut trouver illégitime, en cas d'un doublement des prix, qu'on ne lui donne plus droit qu'à 10 ou 12%, pour que l'équilibre contractuel soit maintenu. Chaque pays souverain a le droit de revoir le régime de partage pour maintenir l'équilibre, l'essentiel est qu'aucun partenaire ne sorte blessé. Il n'était pas utile de faire une loi pour ce point précis ! Surtout que, nième incohérence, le changement du régime fiscal a été présenté d'une part comme étant plus favorable à l'Etat et que d'autre part la loi était censée attirer plus d'investisseurs.

Ce qui pose problème en vérité, c'est l'absence de vision et de cohérence, l'absence de politique pétrolière tout court, une politique au



Séance de l'Assemblée populaire nationale : les députés votant la loi sur les hydrocarbures de 2005.

sens national. La preuve de l'incohérence et de la mauvaise foi, c'est que le gouvernement n'a jamais posé cartes sur table comme cela est son devoir en décrivant clairement sa démarche.

Je m'explique : avant de présenter la loi de 1991 aux députés en octobre, j'ai prévenu trois mois auparavant que nous étions en droit d'attendre beaucoup du pétrole pour nous en sortir, mais que nous ne pouvions pas réaliser cet objectif dans des délais raisonnables sans une ouverture dans la loi de 1971 ; j'avais prévenu, aussi bien dans le discours programme que lors des débats d'investiture, que je reviendrais donc vers l'APN pour lui proposer les amendements que mon gouvernement jugeait nécessaires. Je n'ai jamais dit aux députés que je voulais changer la loi de 1971 pour entrer dans l'économie de marché, mais que c'était pour gagner de nouveaux partenaires et donc les intéresser à miser plus nombreux sur les potentialités de notre sous-sol. Ici, il est manifeste que le but de la loi de 2005 était tout sauf ce qu'on a annoncé. Quand on a laissé croire dans un premier temps que Sonatrach allait être privatisée, c'était pour détourner l'attention d'un objectif plus grave encore que la privatisation de Sonatrach, qui n'est après tout qu'un instrument... encore qu'en la privatisant on prive l'Etat d'un puissant point d'appui dans les négociations avec les partenaires potentiels. Car les partenaires étrangers sont d'autant plus enclins à venir chez nous, qu'ils sont rassurés de trouver en face d'eux un interlocuteur national qui est un partenaire opérateur crédible. Entendez ce que je dis dans le cadre d'un raisonnement à la limite, à savoir qu'il y a pire que la privatisation d'une entreprise nationale, c'est la privatisation des gisements et ça c'est illégal et illégitime. Quand on donne le contrôle des gisements à une société qui n'est pas un instrument appartenant à la nation, on commet un acte anti-économique, illégitime et donc illégal. La politique d'exploitation doit rester en des mains nationales car le gisement appartient à la nation. Telle est la loi algérienne et celle de tous les pays. S'est-on demandé pourquoi de Gaulle a-t-il bâti une entreprise publique et a donné à celle-ci le contrôle des gisements de l'Algérie sous souveraineté française ? Nous avons hérité de la loi française, qui posait que ce qui est dans le sous-sol appartient à l'Etat. C'est cette vérité, confirmée par nos lois fondamentales, qui a justifié les lois de 1971 et leur donne leur légitimité économique et politique.

Peut-on considérer, néanmoins, que les Américains sont demandeurs de cette loi Chakib Khelil ?

Absolument pas ! Aucun expert pétrolier, aucune personne qui suit ce secteur ne vous donnera une réponse différente. C'est sur la base de la seule loi 1991 que beaucoup de sociétés sont venues en Algérie. On pourrait comprendre que l'on considère par exemple que la loi 1991 est perfectible. Que l'on essaie de l'améliorer pour attirer encore plus de partenaires, pourquoi pas ? Encore que sur ce plan c'est d'un plus en crédibilité que nous manquons cruellement. A lui seul, ce plus nous attirerait, beaucoup plus qu'on ne sait quelle nième loi sur les hydrocarbures, des partenaires investisseurs dans le pétrole et dans d'autres domaines, encore plus demandeurs que les hydrocarbures. Commençons à respecter scrupuleusement les lois existantes, nos lois, respectons-les à l'intérieur de notre pays et dans tous les secteurs et ce sera un pas de géant dans le sens de la crédibilité. Vous savez, il faut faire la distinction entre les opérateurs internationaux qui sont plus industriels que «politiques» et ceux qui sont plus

«politiques» qu'industriels. Les premiers sont ceux qui nous intéressent et qui n'exigent nullement d'être majoritaires, pour peu qu'on leur offre un cadre clair et stable.

Une société pétrolière digne de ce nom, c'est le cas de la majorité des sociétés pétrolières internationales, vient chercher du pétrole et de l'argent. Elle est révolue l'époque que nous avons vécue avec les filiales d'un groupe de l'Etat colonial qui voulaient, non seulement le pétrole, l'argent du pétrole, mais aussi le contrôle, c'est-à-dire la survie de l'empire colonial après l'indépendance. Mais il se trouve aujourd'hui que les véritables tenants du pouvoir dans l'administration américaine de nos jours émanent pour beaucoup d'entre eux de la sphère militaire-industrielle. C'est vis-à-vis de cette sphère que le peuple américain a été prévenu il y a quarante-cinq ans par un homme qui, avant d'être président des Etats-Unis, a été toute sa vie un militaire, le général Dwight Eisenhower que j'ai cité tout à l'heure. Les composants de ce complexe dit militaire-industriel de l'alliance politique de l'industrie pétrolière et de marchands d'armements, deux couches très influentes dans certains secteurs de la vie politique étasunienne.

Les producteurs pétroliers, petits et grands, se comptent par des mille et des cent aux Etats-Unis. Déjà avant la fin du siècle, la Standard OIL avait été cassée en 34 morceaux différents parce qu'elle est parvenue à une position monopolistique qui mettait en cause la survie de l'ensemble des petits pétroliers américains. Le système économique américain, basé sur la concurrence, traite les situations monopolistiques d'illégales. Ce n'est pas une question de morale.

Vous m'obligez à vous interpellier à propos de votre état d'esprit sur l'intérêt de coopérer avec les Etats-Unis...

Je ne suis pas stupide pour m'entendre sur une question dont la réponse est évidente. Je dis il faut savoir coopérer, voilà tout. Si, justement, nous devions nous enrichir de l'expérience des Etats-Unis en matière d'économie de marché, c'est de leur système fiscal et de leurs puissants dispositifs protecteurs de concurrence que nous devrions nous inspirer. L'économie de marché repose, en effet, sur deux piliers : la liberté de l'entrepreneur et la concurrence. Ils ont une expérience formidable sur ce plan-là. Dans le domaine fiscal : aux Etats-Unis, un citoyen pauvre considère que l'argent du fisc est son argent. Dans sa culture comme dans ses lois, il est envisageable de tricher partout, sauf avec le fisc. Le système fiscal américain est extrêmement performant, donc juste. Un outil fiscal incompétent matraque les faibles et engraisse les gros, c'est connu. S'il était possible de mesurer mathématiquement le niveau de démocratisation d'un pays, le premier paramètre que je choiserais serait l'aptitude du système fiscal.

Le célèbre Al Capone est passé à travers tous les filets anti-crime organisés. Il n'a pas pu passer à travers les mailles du filet fiscal. L'exploitation de ses délits fiscaux a été décisive dans sa mise hors circuit, aboutissement que les poursuites pour mort d'hommes ont été impuissantes à atteindre. Oui, il faut bien méditer sur le système fiscal américain et aussi sur le délit de parjure, les deux crimes les plus élevés aux Etats-Unis étant la tricherie avec le fisc et le mensonge. Le président Richard Nixon n'a pas été chassé pour les graves fautes commises dans le scandale du Watergate, mais parce que, dans le cadre de l'enquête sur ce scandale, il avait menti aux juges par omission.

M. C. M.
(A suivre)